

## Interview de Catherine Lalumière: le déroulement du Conseil européen de Milan (Paris, 17 mai 2006)

**Source:** Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:09:46, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_catherine\\_lalumiere\\_le\\_deroulement\\_du\\_conseil\\_europeen\\_de\\_milan\\_paris\\_17\\_mai\\_2006-fr-2905631e-dbd5-424b-a622-4be178da7526.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_le_deroulement_du_conseil_europeen_de_milan_paris_17_mai_2006-fr-2905631e-dbd5-424b-a622-4be178da7526.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## Interview de Catherine Lalumière: le déroulement du Conseil européen de Milan (Paris, 17 mai 2006)

[Étienne Deschamps] En juin 1985, vous participez au sommet de Milan, sommet extrêmement important puisque les Dix décident – et le fait, me semble-t-il, n'est pas anodin – pour la première fois à la majorité, de convoquer une CIG, une Conférence intergouvernementale, pour réviser les traités. Vous souvenez-vous, d'une part, de l'ambiance qui régnait à Milan à cette époque, et pourquoi avoir décidé sous cette forme d'effectivement modifier ce qui pourrait ou devrait être dans les traités existants?

[Catherine Lalumière] Oui, j'ai des souvenirs, pas de détails, sur le sommet de Milan, mais vous parlez d'atmosphère... eh bien, en effet, je me rappelle de l'atmosphère. Et l'atmosphère n'était pas euphorique à Milan. D'abord, ça avait mal commencé. Bon, ça n'a pas eu vraiment de conséquences, mais quand même, pour l'atmosphère, ça avait des conséquences.

Je me rappelle, la première réunion devait commencer en fin de matinée ou début d'après-midi du jour J, et le matin très tôt j'étais dans les locaux dans lesquels on devait se réunir. Et c'était normal que je sois là la première – le ministre Roland Dumas arriverait après et le président encore plus tard –, je devais veiller à ce que tous les documents soient là, que nous nous installions dans les bureaux qui nous étaient affectés, etc. C'était tout à fait normal. Alors, je fais ça, j'arrive, je demande à chacun comment ça va, et on me dit: «Oh là là, mais il y a quelque chose qui ne va pas du tout, hier soir les deux sherpas – dont Jacques Attali du côté français, sherpa allemand et sherpa français – non seulement se sont réunis – ce qui est normal à la veille d'un sommet –, mais ils ont élaboré un texte sur... je ne sais plus sur quel point c'était, mais enfin, ils ont élaboré un texte, ils l'ont diffusé, et les autres sont mis devant le fait accompli et sont dans une colère énorme devant cette méthode.

Alors, je me dis: «Ça commence bien». Je prends mes dossiers et je pars dans les bureaux voisins voir les collègues des autres délégations. Et effectivement, les autres pays, fous de rages, et notamment les plus petits, disant: «Ce sont des méthodes insupportables, ils se réunissent à deux, ils élaborent un texte, ils ne consultent personne, ils n'avisent personne et ils balancent dans la presse ce document, et nous, on est priés d'accepter sans ouvrir la bouche.». Et j'ai passé le début de la matinée à jouer les infirmières en allant dans les délégations pour dire: «Mais non, ce n'est pas grave, d'ailleurs le texte n'est pas si mal que ça, vous voyez bien, ils ont voulu bien faire, ils ont voulu dénouer les problèmes entre la France et l'Allemagne...» Mais enfin, je sentais que la pilule passait mal et que, si vous voulez, ce clivage qu'il fallait et qu'il faut toujours éviter entre les grands et les petits – dans ce cas, les petits...

[Étienne Deschamps] La hantise d'un directoire des grands...

[Catherine Lalumière] Voilà, tout à fait. Il faut quand même faire un peu attention et je dois dire qu'en mon for intérieur, je trouvais que lesdits sherpas avaient poussé le zèle un peu trop loin. Alors, est-ce qu'ils avaient la bénédiction de leurs patrons respectifs, je ne sais pas, mais en tout cas, je me disais, à la veille d'un sommet, ce n'est peut-être pas la peine de braquer les gens parce qu'après on en aura besoin pour trouver des solutions de compromis ici ou là. Donc, ça avait commencé comme ça. Pour moi, et dans mon rôle avec mes onguents et mes bandelettes pour essayer de réparer les blessures, j'aurais préféré ne pas avoir à le faire.

Eh puis, alors, la réunion commence et elle a été tendue d'un bout à l'autre. Mais je n'étais pas personnellement dans la salle de réunion tout le temps. Je faisais des allées et venues, mais la France avait droit à deux places en fait à la table du Conseil: la première place était occupée par François Mitterrand, la deuxième par Roland Dumas. Mais, je voyais bien, l'atmosphère générale était quand même assez tendue.

Alors, dans l'ordre du jour, si j'ai bonne mémoire, il y a une chose qui est passée assez vite et assez bien, c'est le livre blanc sur le marché intérieur, qui était proposé par la Commission, c'est-à-dire par Jacques Delors et qui a été d'emblée approuvé – enfin, il sera ensuite réexaminé à l'automne, mais d'ores et déjà, à Milan, le feu vert était donné. Par contre, l'idée de réformer les institutions, que Jacques Delors d'ailleurs appelait de ses vœux, s'est heurtée à des résistances très fortes, très, très fortes. Évidemment, pour réformer

ces institutions, il fallait réunir – c'est les traités qui l'imposaient – une CIG, une Conférence intergouvernementale. Et la présidence italienne voyait bien qu'il y avait des pays qui n'étaient pas d'accord.

Il n'y avait pas de précédents, puisque le traité de Rome, à l'époque, n'avait jamais été touché, n'avait jamais été réformé. Mais enfin, on pouvait penser que cette décision de réunir une CIG devait être prise à l'unanimité. À l'époque, l'unanimité, c'était quand même la règle. Or, à l'unanimité, on le voyait bien, et Bettino Craxi, qui présidait le gouvernement et qui présidait le sommet, voyait bien qu'il ne l'aurait pas. Et là, la présidence italienne a fait un coup d'éclat, mais ce n'était pas contraire au traité, elle interprétait l'absence de précédents. On pensait qu'il fallait l'unanimité, eh bien, Craxi a dit: «Non, ce n'est pas du tout impératif. Je vais faire voter et on réunira la CIG si on a une majorité.» Ce qu'il a fait.

Trois pays ont refusé. La Grèce, le Danemark et l'Irlande ont refusé de participer à la CIG; les autres ont voté pour la CIG. Mais, évidemment, ce coup d'éclat de Craxi, faire voter, passer en force en quelque sorte, a suscité beaucoup de commentaires. Et, en fait, il a eu raison. Il a eu raison, parce que *in fine*, les trois récalcitrants ont participé aux travaux de la CIG et ils ont signé finalement le traité, qui était l'Acte unique. Donc, le passage en force par la présidence italienne s'est révélé une bonne chose, mais sur le moment, évidemment, ça avait fait un choc.

Premier choc, trois pays qui sont contre, qui sont récalcitrants, et on passe en force – deuxième choc. Et je me rappelle la conférence de presse qui a été tenue à l'issue de ce sommet par François Mitterrand puisque, traditionnellement, il y a des conférences de presse de tout le monde – donc, moi j'ai assisté à celle qui a été tenue par François Mitterrand – et la tonalité qu'il a donnée à son intervention était pessimiste. Il a dit: «Cette Conférence intergouvernementale avec trois pays qui sont contre, ça ne se présente pas bien...», etc. Alors, évidemment, toute la délégation française était tristounette, avec l'impression que c'était un sommet qui ne s'était pas très bien passé.

Et je me rappelle avoir réuni mon cabinet et puis les fonctionnaires du ministère qui étaient avec moi, et je leur ai dit: «Écoutez, à notre niveau, on n'est pas au sommet de la pyramide politique, on est au niveau du secrétariat d'État, nous avons, à notre niveau, une obligation de résultats. C'est-à-dire tout faire pour qu'il y ait, à la fin de la CIG, un accord, avec des résultats aussi avancés que possible. Mais nous devons – pas d'états d'âme, pas de discussions sur ce qui s'est passé, pas passé, le succès, pas le succès de Milan –, nous avons une Conférence intergouvernementale, il faut l'utiliser à plein.»